

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
S/C/W/159/Add.1
17 août 2000

(00-3331)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Réexamen des exemptions des obligations énoncées à l'article II

Réponses aux questions posées au sujet des exemptions de l'obligation NPF appliquées par la République slovaque au cours du réexamen des exemptions de l'obligation NPF

Addendum

La délégation de la République slovaque a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

I. TRANSPORT FERROVIAIRE

A. RÉPONSE À LA QUESTION N° 478 POSÉE PAR LE JAPON

La République slovaque a conclu des accords bilatéraux dans le domaine du transport ferroviaire avec tous ses pays voisins, à savoir l'Autriche, la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et l'Ukraine. La République slovaque remplit les obligations qu'elle a contractées aux termes d'accords internationaux multilatéraux – COTIF, AGC, AGTC.

B. RÉPONSE À LA QUESTION N° 479 POSÉE PAR LE JAPON

Compte tenu du caractère régional du transport ferroviaire et des conditions techniques qui lui sont spécifiques, les accords bilatéraux comportent des mesures qui visent à assurer l'exploitation du trafic ferroviaire dans des conditions de sécurité. Pour y parvenir, il faut au préalable une prescription obligatoire en matière de compétence technique.

C. RÉPONSE À LA QUESTION N° 480 POSÉE PAR LE JAPON

Compte tenu de l'arrivée de nouveaux exploitants de services de transport ferroviaire, l'État a décidé d'assumer la responsabilité du développement et du financement du transport ferroviaire dans le cadre de sa politique des transports.

D. RÉPONSE À LA QUESTION N° 481 POSÉE PAR LE JAPON

On entend par spécificité régionale du transport ferroviaire les liens historiques et traditionnels qui existent au sein d'une région concernant des conditions techniques spécifiques.

./.

E. RÉPONSE À LA QUESTION N° 482 POSÉE PAR LE JAPON

La politique des transports de la République slovaque tient également compte de l'incidence du transport ferroviaire sur l'environnement. Elle est axée sur la protection de l'environnement et sur le maintien de conditions de vie acceptables tout en permettant le développement d'une infrastructure ferroviaire.

F. RÉPONSE À LA QUESTION N° 9 POSÉE PAR L'AUSTRALIE

Voir la réponse à la question n° 478 posée par le Japon.

II. TRANSPORT ROUTIER

A. RÉPONSE À LA QUESTION N° 552 POSÉE PAR LE JAPON

La République slovaque a conclu des accords bilatéraux avec les pays suivants: Albanie, Allemagne, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Moldova, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine et Yougoslavie. Elle a également conclu 16 accords multilatéraux à ce jour.

B. RÉPONSE À LA QUESTION N° 553 POSÉE PAR LE JAPON

Les conditions qui s'appliquent au trafic routier sont spécifiques à chaque accord bilatéral.

C. RÉPONSE À LA QUESTION N° 554 POSÉE PAR LE JAPON

Les accords bilatéraux reposent sur le principe de réciprocité et ont un caractère régional. Ils prévoient une coopération dans les domaines du transport de voyageurs et de marchandises, du transport en transit et, en partie, du cabotage.

D. RÉPONSE À LA QUESTION N° 555 POSÉE PAR LE JAPON

La fourniture de services de transport routier est limitée par le principe de réciprocité et par le caractère régional de ce mode de transport. Des accords ont été signés avec la plupart des pays où le transport terrestre entre ces pays et la République slovaque est physiquement possible.

E. RÉPONSE À LA QUESTION N° 556 POSÉE PAR LE JAPON

Dans le cas de pays avec lesquels des accords bilatéraux ont été conclus, les permis sont généralement accordés sur une base réciproque. Ces accords comportent également des règlements sur l'exonération de taxes et de redevances accordée aux parties contractantes sur une base réciproque. Cette exonération ne s'applique pas à l'utilisation d'un réseau désigné, des ponts et des tunnels.

F. RÉPONSE À LA QUESTION N° 557 POSÉE PAR LE JAPON

La politique des transports de la République slovaque tient également compte de l'incidence du transport routier sur l'environnement. Elle est axée sur la protection de l'environnement et sur le maintien de conditions de vie acceptables tout en permettant le développement d'une infrastructure routière.
